

— les contrats à temps limité : des dizaines de milliers de travailleurs immigrés ont été renvoyés chez eux à l'issue de leur contrat. Chez Citroën, on évalue à 6000 (sur un effectif total de 60.000) le nombre de ces licenciements déguisés en un an ;

— la répression sélective et individuelle ; les avertissements et sanctions pleuvent et il faut à chaque fois toute la vigilance des travailleurs pour leur faire échec ;

— le blocage de l'embauche qui aboutit à une importante réduction des effectifs ;

Mais la méthode préférée du patronat reste le chômage technique. Sans oublier les licenciements, qu'ils soient sous forme de non renouvellement des contrats pour les travailleurs immigrés, de licenciements individuels ou de licenciements collectifs comme à Citroën.

● Dans le même temps, les salaires font l'objet d'une attaque importante. Fini le temps où les salaires dans l'industrie automobile étaient en avance sur ceux des autres secteurs. Selon les chiffres officiels (communiqués par la direction de Renault aux organisations syndicales), la croissance du « pouvoir d'achat » (1) du salaire horaire a été de :

1971 : 6 %

1972 : 8 %

1973 : 6 %

1974 : 2 %

● Ce sont enfin les conditions de travail qui se dégradent profondément. L'augmentation de la productivité ne se ralentit pas. Au contraire, le blocage de l'embauche et le chômage technique contribuent à augmenter la charge de travail par heure travaillée.

D'autre part, pour faire des économies, le patronat rogne d'abord sur les investissements dits sociaux, c'est à dire sur ceux dont le but est d'améliorer les conditions de travail. Et puis, vous l'avez sans doute remarqué, les beaux discours sur « la fin de l'OS », sur l'enrichissement des tâches, etc... on ne les entend plus. On n'entend plus parler des expériences qui devaient révolutionner la condition des travailleurs. Toutes ces belles paroles sont parties comme de la fumée dans le vent, emportées par les « dures nécessités » du profit capitaliste. On en reparlera quand il fera plus beau... pour dire qu'il ne faut pas mettre en cause la reprise par des dépenses inconsidérées !

C'est le langage que Dreyfus a tenu tout au long des mois de février et mars.

Face à cette attaque en règle contre les travailleurs, de plus en plus mal couverte par les discours paternalistes sur la crise qui nous embarque tous dans le même bateau, toute la question est de savoir comment et pourquoi lutter pour mettre les patrons et le gouvernement en échec.

---

(1) Ecart entre l'augmentation du salaire moyen et celle de l'indice officiel des prix.